

Novembre 2017

AUTRICHE : VIRAGE À DROITE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Patrick MOREAU

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

AUTRICHE : VIRAGE À DROITE

Patrick MOREAU

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Présidente du Conseil scientifique et d'évaluation : Laurence Parisot

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

RÉSUMÉ

Les élections législatives du 15 octobre 2017 apparaissent comme un tournant majeur dans l'histoire du système politique autrichien. Sebastian Kurz est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde à la suite de la victoire de son parti, la Liste Kurz, avec 31,5 % des voix. L'annonce par le dirigeant conservateur et le FPÖ de l'ouverture de négociations pour la formation d'une coalition de gouvernement signifie un retour possible de l'extrême droite à la cogestion du pouvoir, une première depuis dix-sept ans. Les sociaux-démocrates du chancelier sortant, Christian Kern, sont arrivés en deuxième position avec 26,9 % des voix et l'extrême droite du FPÖ troisième avec 25,9 %. Cette dernière, qui souhaitait devenir la seconde force politique du pays, a certes connu une désillusion relative, mais compensée par l'annonce des négociations pour participer au prochain gouvernement.

En quelques mois seulement, Sebastian Kurz, surnommé Wunderwuzzi (« l'enfant prodige »), a donc pris la tête d'un parti à bout de souffle, l'ÖVP, a repeint sa façade – exit le noir, ancienne couleur du parti, remplacé par du bleu turquoise – et lui a donné un nouveau nom. Il a également été à l'initiative des élections législatives anticipées avant de les remporter.

La présente note a pour objectif d'analyser les résultats de l'élection au Conseil national du 15 octobre 2017, tout en s'interrogeant sur les raisons ayant abouti à cette redistribution des cartes dans le paysage politique autrichien.

Sommaire

I. Solidité de la poussée populiste en Autriche	9
1. Les antécédents électoraux :	
Les élections au Conseil national de 2013 et la présidentielle de 2016	9
2. Premier coup de force de Kurz : convocation d'élections législatives anticipées	10
3. Entre optimisme individuel et angoisse collective sur l'avenir	11
a) Une économie prospère	11
b) Peur de l'immigration : captation du débat public.....	11
II. Cartographie des partis politiques	14
1. Les partis traditionnels.....	15
a) La Liste Kurz, lifting payant de l'ÖVP.....	15
b) Le SPÖ, retour sur une défaite annoncée.....	17
c) Le FPÖ, possible retour de l'extrême droite à la cogestion du pouvoir	19
2. Les outsiders.....	21
a) Les Neos et le facteur Griss	21
b) Le déclin des Verts.....	22
c) La Liste Pilz	23
III. Analyse des résultats des élections législatives autrichiennes	24
1. Rupture entre villes et campagnes	24
2. Les transferts électoraux	27
3. Sociographie des électeurs.....	28
IV. Droite conservatrice et extrême droite aux marches du pouvoir	30
1. Vers le retour d'une coalition droite et extrême droite	30
2. L'Autriche, future alliée de Visegrád ?	31
Conclusion	32

AUTRICHE : VIRAGE À DROITE

Patrick MOREAU

Docteur en histoire et docteur d'État en sciences politiques (FNSP),
chercheur au CNRS au laboratoire Dynamiques Européennes de l'Université de Strasbourg.

I. SOLIDITÉ DE LA POUSSÉE POPULISTE EN AUTRICHE

1. Les antécédents électoraux : les élections au Conseil national de 2013 et la présidentielle de 2016

Historiquement, le système politique autrichien se base sur une culture politique de consensus. Ce « parlementarisme de compromis¹ », apparu en 1947, résulte de la prise de conscience collective de la part des partis politiques d'être à l'origine de l'échec de la Première république et de la mémoire commune des souffrances sous la période nazie et l'occupation du territoire par les Alliés. Cette forme de vie politique très originale déboucha sur la naissance d'une grande coalition qui, pendant des décennies, a dominé la scène politique autrichienne, avec le Parti populaire (Österreichische Volkspartei, ÖVP), héritier du Parti chrétien-social, et le Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Österreichs, SPÖ), successeur du Parti ouvrier social-démocrate.

Néanmoins, cette polarisation politique, basée essentiellement sur les clivages de la religion et des classes sociales, s'est progressivement essoufflée : le SPÖ et l'ÖVP rassemblaient presque 94 % des suffrages en 1975, 66,4 % en 1995 et 50,8 % en 2013. La coalition de 2013-2017, dirigée par les chanceliers SPÖ Werner Fayman puis Christian Kern dans un second temps, a rapidement perdu de son crédit au sein de l'opinion publique. Si le bilan reste globalement positif sur le plan économique, cette coalition a souffert d'une image d'immobilisme, voire de confusions et de tensions à la suite de la crise des réfugiés débutée en 2015.

1. Armel Le Divellec, « Le parlementarisme en Autriche. Enseignements pour une approche renouvelée du régime parlementaire », *Revue du droit public*, n° 1, 1998, p. 168.

Cette crise du système politique autrichien s'est confirmée le 24 avril 2016, lors du premier tour de l'élection présidentielle, où les candidats du FPÖ (Norbert Hofer) et des Verts (Alexander Van der Bellen) ont relégué le Parti social-démocrate et le Parti populaire respectivement aux quatrième et cinquième places (voir tableau 1)². Une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Tableau 1 : Les résultats du 1er tour de l'élection présidentielle de 2016

Candidats	%
Norbert Hofer (FPÖ)	35,1
Alexander Van der Bellen (Verts)	21,3
Irmgard Griss (indépendant, avec soutien des Neos)	18,9
Rudolf Hundstorfer (SPÖ)	11,3
Andreas Khol (ÖVP)	11,1
Richard Lugner (indépendant)	2,3

Source : wahl16.bmi.gv.at/1604-0.html

Mais, à la suite d'un recours déposé par le parti populiste, le second tour du scrutin entre Norbert Hofer et Alexander Van der Bellen est annulé par la Cour constitutionnelle en raison d'une série de négligences et d'irrégularités lors du dépouillement. Le nouveau second tour, organisé le 4 décembre 2016, voit finalement la victoire du candidat des Verts, néanmoins le FPÖ sort de cette élection conforté, puisqu'il se retrouve potentiellement premier parti politique d'Autriche avec les quelque 35 % de voix de son candidat au premier tour.

2. Premier coup de force de Kurz : convocation d'élections législatives anticipées

La nature du régime de la République d'Autriche est parlementaire, avec un parlement bicaméral : d'un côté, le *Nationalrat*, la Chambre basse, qui regroupe 183 députés élus pour cinq ans ; de l'autre, le *Bundesrat*, la Chambre haute, qui rassemble les 64 représentants des neuf *Länder* du pays, compétents pour l'aménagement du territoire, la préservation de l'environnement, les transports, etc... Le 16 mai 2017, les différents partis politiques autrichiens ont annoncé s'être entendus pour fixer au 15 octobre 2017 la date de législatives anticipées, réclamées par Sebastian Kurz, nouveau dirigeant du parti

2. Voir Patrick Moreau, *L'Autriche des populistes*, Fondation pour l'innovation politique, novembre 2016 (http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2016/11/093-MOREAU_2016-11-29_web2.pdf).

conservateur ÖVP. Souhaitant mettre fin à dix ans de « grande coalition » (*große Koalition*) avec les sociaux-démocrates, Kurz estimait que « les grandes décisions sur la direction que doit prendre ce pays doivent être confiées aux électeurs³ ».

Ces élections anticipées ont donc permis d'élire les députés du *Nationalrat* et, *in fine*, Sebastian Kurz comme nouveau chancelier autrichien, ce dernier étant traditionnellement nommé par le président fédéral en fonction de la composition de la Chambre basse du Parlement.

3. Entre optimisme individuel et angoisse collective sur l'avenir

a) Une économie prospère

En 2017, l'Autriche est un pays économiquement prospère et ne connaît qu'un chômage limité comme le montrent les statistiques de l'emploi. Le taux de chômage est aujourd'hui de 8,6 % et s'expliquent notamment en raison de l'industrie extrêmement performante du pays, du dynamisme de ses PME, fortement orientées vers l'exportation, ou encore de son système reconnu de formation et d'apprentissage. Enfin, l'innovation et la compétitivité sont placées au cœur de sa stratégie économique. De même, les perspectives de croissance pour 2018 sont très positives⁴.

Ces indicateurs économiques positifs se traduisent par un fort optimisme individuel au sein de l'opinion publique : 64 % des Autrichiens estiment comme « bonne » leur situation économique personnelle et 8 % seulement la perçoivent comme « mauvaise⁵ ». En conséquence, l'économie et le chômage n'ont joué qu'un rôle secondaire pour les dernières élections. Le fort pessimisme sur l'avenir de l'Autriche au sein de l'opinion publique s'explique plutôt par l'insatisfaction à l'égard d'une République perçue comme bloquée et par la peur de l'immigration.

b) Peur de l'immigration : captation du débat public

Les électeurs sont remarquablement critiques sur l'évolution du pays : 17 % seulement la jugent positive, 45 % négative et 37 % ne voient pas de changement. Les abstentionnistes sont encore plus sceptiques que les votants.

3. Voir « L'Autriche convoque des législatives anticipées le 15 octobre », france24.com, 16 mai 2017 (www.france24.com/fr/20170516-autriche-elections-legislatives-anticipees-15-octobre-sebastian-kurz-ovp-christian-kern).

4. Voir Institut für Höhere Studien, *Prognose der österreichischen Wirtschaft 2017-2018*, 28 juin 2017 (www.ihs.ac.at/fileadmin/public/2016_Files/Documents/Presseinfo_JuniPrognose2017.pdf).

5. « Umfrage: Zwei Drittel beurteilen ihre wirtschaftliche Situation als gut », profil.at, 1^{er} juin 2017 (www.profil.at/oesterreich/umfrage-zwei-drittel-situation-8172846).

Ce qui surprend particulièrement est l'intensité des critiques des électeurs ÖVP et FPÖ, qui signalent par leur choix une volonté de changer les choses (*voir tableau 2*).

Tableau 2 : Les choix électoraux en 2017 en fonction de l'appréciation de l'évolution du pays ces quatre dernières années

En %	Plutôt positif	Plutôt négatif	Pas de changement	Ne sait pas/ Pas de réponse
Population	17	45	37	2
Votants	19	45	35	1
Abstentionnistes	7	44	43	5
Électeurs SPÖ	40	15	43	2
Électeurs ÖVP	17	43	40	1
Électeurs FPÖ	3	86	11	0

Source : SORA exit poll, 2017 pour l'ORF.

Un des facteurs essentiels pour comprendre cette perception négative est liée à l'immigration. Cette dernière a toujours été importante en Autriche, mais plus contrôlée à partir de 2015. Deux ans plus tard, le groupe d'immigrés le plus important est celui des Turcs (677 201) et des Africains (116 838)⁶. L'arrivée massive de réfugiés et de migrants en 2015 et 2016 a fait que le pourcentage des étrangers serait passé de 13,3 % en 2015 à environ à 15,3 % début 2017. Selon une récente enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique⁷, si les Autrichiens sont plus favorables (69 %) au principe de l'accueil de réfugiés « qui fuient la misère et la guerre » que la moyenne européenne (64 %), ils approuvent davantage que la moyenne des habitants de l'Union européenne les raisons de ne pas les accueillir, en raison du risque terroriste (61 % contre 57 % en moyenne), de l'augmentation de la délinquance (66 % contre 60 %) et des différences de valeurs (63,5 % contre 53 %).

Ces migrants, qui pour la plupart souhaitent rester en Autriche, ont placé le pays devant une situation inédite. Mal préparées, les institutions autrichiennes n'ont pas eu de stratégie claire jusqu'en 2016, si ce n'est que de faire partir un maximum des nouveaux venus vers l'Allemagne et le nord de l'Europe. Cette hostilité reflète les craintes de la population autrichienne, avec un grand

6. Pour les statistiques, voir « Bevölkerung 2001-2017 nach Staatsangehörigkeit und Geburtsland », statistik.at, 2017 (www.statistik.at/web_de/statistiken/menschen_und_gesellschaft/bevoelkerung/bevoelkerungsstruktur/bevoelkerung_nach_staatsangehoerigkeit_geburtsland/031396.html).

7. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017.

nombre de salariés s’attendant à des répercussions négatives sur l’emploi et les bas salaires, une concurrence entre les travailleurs nationaux et les réfugiés, et une remise en cause des acquis sociaux. Ainsi, l’immigration préoccupe les deux tiers des Autrichiens (65 %) et ses effets sont jugés négatifs par 62 % d’entre eux⁸.

Le FPÖ, qui a fait du problème des réfugiés son cheval de bataille, nourrit avec efficacité ces craintes, ce qui a amené la grande coalition ÖVP-SPÖ à fermer les frontières, à y déployer l’armée à la frontière et à s’opposer à la politique Merkel du « Welcome ». La crise migratoire de 2015 est donc perçue collectivement comme toujours en cours, la « menace » d’une « invasion » africaine venue d’Italie et passant par le col du Brenner hantant les Autrichiens. L’Autriche connaît également une montée de la défiance vis-à-vis des institutions politiques nationales et européennes, et des médias (*voir tableau 3*). La confiance des Autrichiens est notamment très faible envers les partis politiques, les Églises, le gouvernement et les grands acteurs économiques. L’image des partis s’est dégradée entre 2013 et 2017, surtout chez les électeurs FPÖ, mais aussi plus marginalement chez ceux du SPÖ et de l’ÖVP.

Tableau 3 : La confiance dans les institutions en Autriche (2013-2017)

En %	2013	2015	2017
Police	75	77	74
Armée / militaires	51	51	64
Justice, tribunaux	63	63	62
Administration publique	64	63	59
Euro	40	51	54
NGO	56	59	50
Médias	42	44	49
Internet	38	37	47
Konzern	30	30	39
Gouvernement	37	36	36
Églises	39	39	26
Partis	19	24	24

Source : GfK, Global Trust Report 2017.

C’est dans la préférence pour un gouvernement dirigé par un homme fort « qui n’a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », exprimée par 41 % des Autrichiens interrogés, que se manifeste une singularité, alors qu’en moyenne

8. *Ibid.*, p. 223.

cette forme de gouvernement n'a la préférence que d'un tiers des Européens. De même, seulement 36 % des Autrichiens affirment avoir confiance dans les médias⁹. Enfin, si l'euro est de plus en plus accepté, une partie des Autrichiens (28 %) voient l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme « une mauvaise chose », soit 6 points de plus que la moyenne européenne¹⁰.

Néanmoins, ces différentes thématiques ont été peu abordées pendant la campagne, aussi bien par les partis politiques que par les médias, l'attention étant essentiellement focalisée sur la crise des migrants. Les thèmes asile-intégration (58 %), prestations sociales (49 %) et sécurité (40 %) dominent nettement le débat dans l'ensemble de la population.

II. CARTOGRAPHIE DES PARTIS POLITIQUES

Il existe aujourd'hui en Autriche environ un millier de partis plus ou moins actifs (1 074 en juin 2016)¹¹. Seize partis étaient candidats aux élections du mois d'octobre, au niveau national ou régional, représentant un record historique et un signal de la liquéfaction du système politique.

Les dernières élections législatives anticipées ont redistribué les cartes du système politique autrichien (*voir tableau 4*). Le succès de Sebastian Kurz, à la tête de la Liste Kurz, est incontestable, avec 31,5 % des voix (+ 7,5 % par rapport aux résultats de l'ÖVP en 2013). Le SPÖ du chancelier Kern (26,9 % des suffrages, + 0,1 %), termine deuxième et se maintient à son niveau de 2013, suivi par le FPÖ de Heinz-Christian Strache (26 %, + 5,5 %). Parmi les nouveautés politiques, l'effondrement des Grünen (3,8 %, - 8,6 %), victimes de la scission de la Liste Pilz, de leurs querelles internes et d'une campagne très terne. Les libéraux de Neos (5,3 %, + 0,3 %) se maintiennent à leur niveau de 2013, mais restent trop faibles pour être des alliés possibles de l'ÖVP dans un gouvernement conservateur-libéral. Enfin, la Liste Pilz remporte un succès limité (4,41 %) et les divers reculent nettement (2,2 %, - 9,1 %).

9. *Ibid.*, p. 281.

10. *Ibid.*, p. 224.

11. Voir www.oesterreich-parteien.at

Tableau 4 : Résultats des élections législatives du 15 octobre 2017

Partis	%	Évolution 2017/2013
Liste Sebastian Kurz – Die neue Volkspartei (ÖVP)	31,5	+ 7,5
Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ)	26,9	+ 0,1
Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)	26,0	+ 5,5
Neos–Das Neue Österreich gemeinsam mit Irmgard Griss, Bürgerinnen und Bürger für Freiheit und Verantwortung	5,3	+ 0,3
Liste Peter Pilz	4,4	
Die Grünen–Die Grüne Alternative (Grüne)	3,8	– 8,6
Liste Roland Düringer–Meine Stimme GILT	1,0	
Kommunistische Partei Österreichs und Plattform Plus–offene Liste (KPÖ)	0,8	– 0,25
Freie Liste Österreich & FPS Liste Dr. Karl Schnell (FLÖ)	0,2	
Die Weissen–Das Recht geht vom Volk aus. Wir alle entscheiden in Österreich. Die Volksbewegung (WEIßE)	0,2	

Source : Bundesinnenministerium (BMI).

1. Les partis traditionnels

a) La Liste Kurz, lifting payant de l'ÖVP

Fondée en juillet 2017, la Liste Kurz, le nouveau parti populaire qui remplace l'ÖVP (Liste Sebastian Kurz-Die neue Volkspartei-ÖVP), a à sa tête une personnalité brillante, servie par sa jeunesse et son talent oratoire. Sans qu'ils se ressemblent politiquement, Sebastian Kurz n'est pas sans rappeler le Haider de 1980, celui qui a accédé à la tête du FPÖ, a transformé ce parti et en a fait une machine à gagner les élections, puis un parti de gouvernement en alliance avec l'ÖVP en 2000.

Le 1^{er} juillet 2017, Kurz a été élu à la tête du parti par 98,7 % des délégués ÖVP, au terme d'un discours particulièrement brillant¹². Au lendemain de sa victoire, il a imposé à la direction nationale des femmes et des hommes qui lui sont fidèles. L'ÖVP continue à exister au niveau national et dans les *Bundesländer*. Pour le premier échelon, la majorité de ses anciens cadres nationaux dirigeants se sont ralliés ou ont été remplacés par des personnalités désignées par Kurz. En échange, dans les *Bundesländer*, Kurz n'a pas touché aux appareils régionaux et a proposé un *deal* : les « éléphants » régionaux (ministres-présidents et présidents de fédérations) pouvaient garder le contrôle sur leurs appareils régionaux mais, en échange, ils devaient le soutenir

12. Voir Peter Temel et Raffaella Lindorfer, « Kurz mit 98,7 Prozent zum Parteibmann gewählt », *kurier.at*, 1^{er} juillet 2017 (kurier.at/politik/inland/ein-oevp-parteitag-fuer-sebastian-kurz-und-seine-neue-volkspartei/272.785.679).

inconditionnellement. Au-delà de quelques rares résistances locales restées sans effets, Kurz a parfaitement réussi son pari.

Pour marquer sa différence, Sebastian Kurz a abandonné la couleur noire traditionnelle de l'ÖVP et fait le choix d'une nouvelle couleur turquoise. Son site Web est indépendant et n'évoque nullement l'ÖVP¹³. L'un des signes les plus marquants est la liste des 100 candidats de la liste Kurz, qui ne comptait que peu de cadres ÖVP historiques (seulement 9 des 51 députés actuels de l'ÖVP) et laissait la place à 50 % de femmes et 50 % d'hommes (âge moyen : 49,5 ans), présentés comme des « experts », souvent sans passé politique ou venus d'autres partis comme le FPÖ ou le SPÖ.

Si l'on se penche sur les premiers candidats de la liste, on trouve en deuxième position Elisabeth Köstinger, secrétaire générale de l'ÖVP depuis mai 2017 ; en troisième, l'ancien président de la Cour des comptes et transfuge du FPÖ, Josef Moser ; en quatrième, une ancienne et populaire présentatrice de l'ORF, Gaby Schwarz ; en cinquième, le transfuge des Verts Efgani Dönmez ; en sixième, l'organisatrice du célèbre bal de l'Opéra, Maria Großbauer ; et, enfin, à la septième place, le mathématicien Rudolf Taschner. En clair, une majorité absolue de nouveaux venus jusqu'à la centième position. Bien que les contours politiques de la Liste Kurz restent encore diffus, il est aujourd'hui évident que cette mutation organisationnelle attire toute une frange de personnalités politiques en rupture avec leurs partis, en particulier du FPÖ de la période Haider-BZÖ, mais aussi des Verts¹⁴.

Sur le plan politique, Kurz est un néoconservateur, un « conservateur du point de vue des valeurs » (*Wertkonservativ*), attaché au patriotisme culturel (*Heimat*) et à la nation autrichienne, aux valeurs familiales et chrétiennes, critique de la construction européenne, hostile à l'immigration. Il n'est cependant ni réactionnaire ni homophobe. C'est un défenseur actif des droits des femmes. Il est économiquement un partisan de l'économie de marché social à la Ludwig Erhard¹⁵. Soucieux des inégalités croissantes existant en Autriche, il souhaite une politique de redistribution devant passer avant tout par la prospérité économique, dont les bénéfices sont à distribuer d'abord aux seuls Autrichiens.

Kurz est persuadé de l'échec des politiques d'intégration des coalitions précédentes et craint un effondrement des systèmes sociaux, de santé et de retraite en cas de poursuite des migrations économiques. Il ne conteste pas le

13. Voir la page web de Sebastian Kurz : www.sebastian-kurz.at/splash

14. Voir Ida Metzger, « Ex-FPÖ-Justizminister Krüger spendet für Kurz 5000 Euro », *kurier.at*, 23 juillet 2017 [kurier.at/politik/inland/ex-fpoe-justizminister-michael-krueger-spendet-fuer-oevp-liste-kurz-5000-euro/276.520.273].

15. Voir Reinhard Neebe, *Weichenstellung für die Globalisierung. Deutsche Weltmarktpolitik, Europa und Amerika in der Ära Ludwig Erhard*. Böhlau, 2004.

droit d'asile mais veut des critères stricts d'application. Il souhaite aussi une limitation des migrations économiques d'origine européenne et se heurte à la Commission de Bruxelles, dont il trouve les pouvoirs trop larges.

Critique de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, Kurz ne remet pas en cause la construction européenne, ni l'euro, mais il plaide pour un ralentissement du processus d'extension et rejette catégoriquement l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Son discours sécuritaire et anti-islamisation entend répondre aux craintes des Autrichiens, inquiets devant les risques terroristes, la petite et grande criminalité transnationale, et l'islamisation (crainte du communautarisme). Sur le plan intérieur, il exprime un scepticisme vis-à-vis du modèle « grande coalition » et souhaite une modernisation du système politique, avec un recours à la démocratie directe.

b) Le SPÖ, retour sur une défaite annoncée

Le SPÖ a connu en 2016 une grave crise politique, qui a amené le chancelier Werner Faymann à démissionner le 9 mai de cette même année. Il a été remplacé par Christian Kern, un homme d'appareil, venu du milieu syndical¹⁶. À l'exception de la fédération de Vienne, les adhérents SPÖ, y compris l'aile gauche du parti, soutenaient le nouveau chancelier, et ceci malgré un profil voulu « centriste ». Cette nomination a été pour le parti un moment d'espoir, Kern devant redonner une identité forte à un SPÖ dont la politique trop terne et consensuelle l'avait conduit à perdre plus de deux tiers de ses membres et la moitié de ses électeurs au cours des trois dernières décennies.

Kern, comme l'ensemble des dirigeants sociaux-démocrates, était au printemps 2017 persuadé que la grande coalition était à bout de souffle et que le système politique devait évoluer. Le nouveau chancelier, qui avait perçu les dangers de la dynamique Kurz, envisagea tout d'abord une nouvelle constellation politique SPÖ-Verts-Neos, rapidement remise en cause par l'apparition de la Liste Pilz. Une option quadripartite était jugée par le SPÖ comme trop instable. En juin 2017, une autre option est apparue : celle d'une alliance avec le FPÖ, mais à la seule condition que le SPÖ le devance en octobre. L'option de n'être que le partenaire « junior » du FPÖ était fermement rejetée par l'aile gauche du parti et par une majorité des adhérents. Cette alliance, qui aurait été un coup de tonnerre politique en Europe, a néanmoins fait l'objet de débats internes. S'il existe des lignes rouges dans le SPÖ (les tendances antisémites et les pratiques autoritaires du FPÖ...), il est évident que la ligne « pas de coopération au

16. Voir Robert Misik, *Christian Kern. Ein politisches Porträt*, Residenz Verlag, 2017, ainsi que la fiche de présentation de Christian Kern (www.meineabgeordneten.at/Abgeordnete/christian.kern).

niveau national » (dite ligne Franz Vranisky¹⁷) a été abandonnée. Selon les propres confessions du chancelier Kern¹⁸, le SPÖ se trouvait donc, à quelques mois des élections, dans une situation particulièrement difficile, menant une campagne sans nouvelle offre politique et hésitante sur le plan médiatique. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : le SPÖ était endetté nationalement et régionalement de 14 millions d'euros (5 millions pour l'ÖVP, 2,5 à 4,5 millions pour le FPÖ) et se retrouvait financièrement en difficulté à la suite d'une baisse des dons. Plus grave encore, le parti a perdu ses deux concepteurs de campagne en peu de temps. En juin 2017, Stefan Sengl, un *spin doctor* ayant par exemple animé dans le passé la campagne du futur président de la République Heinz Fischer, quittait le navire « pour des raisons personnelles ». Il était remplacé par l'Israélien Tal Silberstein, arrêté et mis en prison en Israël peu de temps après sa nomination. Son successeur, Paul Pöchhacker, faisait lui aussi scandale pour s'être dans le passé moqué dans une chanson de l'invalidité d'Hofer. À juste titre, on a pu parler de « chaos technique¹⁹ », une situation qui allait encore se dégrader après la découverte d'une « dirty-campaigning, » voulue par le chancelier Kern et dirigée contre Sebastian Kurz²⁰. L'objectif était de recueillir des informations compromettantes sur Kurz (fortune, mœurs, implication dans des cas de corruption...). En cas de besoin, il s'agissait de diffuser des *fake news* nuisibles à la crédibilité de Kurz à partir de sites d'information sur Internet.

La liste des candidats SPÖ, sans surprise, rassemblait des cadres du parti et des élus à la chambre ayant de longues carrières derrière eux. Les « jeunes » du SPÖ, la présidente du groupe Jeune Génération Katharina Kucharowits ainsi que la présidente des Jeunesses socialistes Julia Herr étaient certes éligibles, respectivement aux quatorzième et seizième places, mais on ne trouvait aucune personnalité vraiment nouvelle.

Pendant la campagne, le SPÖ a décidé de suivre la stratégie de la rhétorique anti-immigrée qui dominait dans les discours de l'ÖVP et du FPÖ afin de rester audible. Kern, pour éviter de laisser à Kurz le monopole de la critique de la construction européenne, affirmait que d'importantes réformes étaient nécessaires au sein de l'Union européenne, après avoir vu les partis populistes enregistrer des résultats historiques lors des élections en France, aux Pays-Bas et en Allemagne. Fin septembre, il annonçait le projet d'une « convention

17. « Nach 30 Jahren: Ende für SPÖ-„Vranitzky-Doktrin“ », *krone.at*, 13 juin 2017 (www.krone.at/573999).

18. Ines Holzmüller et Laura Schrettl, « Das war das profil-Gespräch mit Christian Kern », *profil.at*, 9 août 2017 (www.profil.at/oesterreich/profil-gespraech-christian-kern-8258121).

19. Voir Katharina Mittelstaedt et Peter Mayr, « Wahlstrategen: Die Köpfe hinter den Kampagnen », *derstandard.at*, 23 juin 2017 (derstandard.at/2000059667860/Wahlstrategen-Die-Koepfe-hinter-den-Kampagnen-der-Parteien).

20. Voir « Schritt für Schritt durch die Dirty-Campaigning-Affäre », *diepresse.com*, 11 octobre 2017 (<http://diepresse.com/home/innenpolitik/nationalratswahl/5296832/Schritt-fuer-Schritt-durch-die-DirtyCampaigningAffaere>).

publique » sur le rôle de l'Autriche dans l'Union européenne, où « de grandes questions futures » seraient posées à Bruxelles. Il s'est enfin déclaré préoccupé par les projets de mise en œuvre du budget de la zone euro et a affirmé que l'Union européenne devait aller au-delà d'une focalisation constante sur « la sécurité et la fermeture des frontières », et chercher une solution globale aux questions migratoires.

Si la première place semblait inatteignable pour ces élections, force est de constater que le parti SPÖ s'est malgré tout hissé à la deuxième place avec ses 26,9 % et a donc échappé à la déroute politique qui aurait pu fragiliser encore plus la structure de ce parti.

c) Le FPÖ, possible retour de l'extrême droite à la cogestion du pouvoir

La grande coalition et le système de la *Proporz* (scrutin proportionnel) a eu un effet corrosif sur la démocratie autrichienne, conduisant progressivement les électeurs vers les extrêmes politiques. Le FPÖ a été le premier à en bénéficier, sous la direction de Jörg Haider, son leader charismatique, qui a contribué à définir le populisme européen contemporain²¹.

Heinz-Christian Strache, l'actuel leader arrêté par la police allemande à l'âge de 20 ans pour avoir participé à une marche organisée par un mouvement néonazi, a tiré des leçons de la période Haider. Il a professionnalisé le FPÖ et fait évoluer sa ligne idéologique depuis 2006, passant d'un sentiment anti-étranger à une rhétorique anti-islam.

Le score de Norbert Hofer lors du second tour la dernière élection présidentielle (46,2 %) en 2016 a été un triomphe à la Pyrrhus. Sa victoire aurait permis un « coup d'État à froid », mais cette constellation ne semble plus en mesure de se répéter²². Au lendemain de l'élection, fort de ses 35 % d'intentions de vote dans les sondages, Strache entendait réclamer le poste de chancelier après les élections nationales. Mais le FPÖ ne réussit pas à maintenir sa position dominante, les sondages montrant un déclin relatif de celui-ci à 25 % environ. Divers facteurs sont intervenus. En premier lieu, Heinz-Christian Strache a changé physiquement depuis son mariage en 2016. Il a pris du poids et fait le choix de porter des lunettes, cachant ses étonnants yeux bleus. Certes, il a renoncé à cet accessoire pendant la campagne mais a perdu la bataille de la modernité et du renouveau, incarnés par Sebastian Kurz, surnommé Milchbubi, le « petit jeune ». Plus généralement, le FPÖ lui-même apparaît désormais comme un « vieux parti ». Il existe de fait depuis 1949, face à la

21. Voir Patrick Moreau, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache. L'extrême droite autrichienne à l'assaut du pouvoir*, Cerf, 2012.

22. *Id.*, *L'Autriche des populistes*, op. cit.

Liste Kurz, un parti-mouvement âgé de trois mois. Enfin, la campagne du FPÖ fut terne, le parti ne réussissant pas à se réinventer, alors que les questions sécuritaire et migratoire étaient récupérées par Kurz. La campagne du parti a aussi souffert de dérapages antisémites, qui certes ne correspondent pas à ligne officielle pro-israélienne du FPÖ mais qui l'ont considérablement gêné. La liste des candidats et des élus FPÖ à la Chambre basse montre une domination du courant national-allemand et des anciens membres des corporations d'étudiants duellistes²³. Il s'agit de l'aile dure du FPÖ, très antieuropéenne et xénophobe.

La deuxième place a donc échappé au FPÖ, qui a quand même réussi à obtenir 26 % des votes. Au lendemain de l'élection, la possibilité d'être associé au pouvoir politique dans le cadre d'une alliance avec la Liste Kurz est devenue l'option la plus probable. S'il entre dans le gouvernement, le Parti de la liberté veut refuser aux migrants l'accès aux prestations sociales, introduire des référendums du type suisse et pousser l'Autriche à rejoindre le groupe de Visegrád des pays d'Europe centrale qui s'opposent aux quotas de migration imposés par l'Union européenne.

23. Karin Riss et Maria Sterkl, « Noch nie hatten die Deutschnationalen so viel Macht in der FPÖ », *derstandard.at*, 25 octobre 2017 (www.derstandard.de/story/2000066617298/blauer-klub-in-burschenschafterhand).

Tableau 5 : Élections 2017 : Les programmes des trois principaux partis

Programme	Liste Kurz	SPÖ	FPÖ
Économie	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les impôts de 43 à 40 %, soit un allègement annuel de 12 à 14 milliards, et lutter contre la fraude fiscale. • Ramener le taux d'endettement à 60 % à moyen terme. • Inscrire dans la Constitution un frein à l'endettement. • Lutter contre la politique du taux d'intérêt zéro de la Banque centrale européenne et s'opposer à l'abolition des espèces. • Réformer le système de solidarité de revenus active pour les chômeurs. • Réduire les formalités administratives des fonds de sécurité sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alléger de 5,3 milliards d'euros le « facteur travail », dont 3 milliards d'euros de charges sur les salaires payés par les entreprises. • Imposer un impôt sur les successions à partir de 1 million d'euros. • Restreindre l'accès au marché du travail pour les migrants venus « des pays les plus pauvres de l'UE ». 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les impôts de tout type de 43,2 % à moins de 40 % (coût : 12 milliards d'euros) ceci par tranche annuelle de 0,5 %. • Limiter les dépenses sociales (gain : 3,8 milliards d'euros). • Fin de l'optimisation fiscale transnationale pour les grandes entreprises du e-commerce. • Organisation de référendums pour les partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement. • Suppression des tribunaux commerciaux.
Travail-Emploi	<p>Privilégier un concept unique « d'employés » qui concernerait 1,4 million de travailleurs et 2 millions d'employés, entraînerait une modification des conventions collectives et une unification des délais de préavis et des règles de paiement des salaires en cas de maladie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter le retour sur le marché du travail des chômeurs les plus âgés. Revaloriser la rémunération des apprentis et le paiement des heures supplémentaires de tous les travailleurs. Imposer un salaire minimum de 1 500 euros. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les coûts du travail des entreprises et l'imposition de 25 à 12,5 %. • Offrir une dérégulation administrative et des aides à l'implantation pour que les compagnies autrichiennes restent sur le territoire national. • Réformer le minimum social et l'octroyer aux seuls Autrichiens.
Immigration	<ul style="list-style-type: none"> • Fermer les routes migratoires méditerranéennes et des Balkans. • Réduire les allocations dont bénéficient les étrangers. • Cesser d'investir dans les « jardins d'enfants » islamiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • S'exempter de l'accueil des migrants dans le cadre de la répartition des réfugiés entre les pays de l'Union européenne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un portefeuille « pour la Protection de la patrie et la Culture dominante ». • Ne pas autoriser les demandeurs d'asiles à travailler, le droit au travail ne concernant que les seuls Autrichiens.

Autriche : virage à droite

2. Les outsiders

a) Les Neos et le facteur Griss

Une des spécificités du système politique autrichien est la faiblesse du courant libéral. En 2012, le parti Neos (connu d'abord sous le nom Das Neue Österreich, puis, à partir d'avril 2013, sous l'intitulé Neos–Das Neue Österreich und Liberales Forum) a été fondé pour participer aux élections nationales de 2013. Dirigé par Matthias Strolz²⁴, il a effectué une percée à

24. Voir fiche biographique sur www.parlament.gv.at/WWER/PAD_10304/index.shtml

l'occasion de ces élections : 5 % des suffrages et 9 élus au Conseil national. Aux élections européennes de 2014, les Neos ont recueilli 8,1 % des voix et 1 élu sur 18 députés autrichiens au Parlement européen. Les consultations régionales et communales de 2015 et de 2016 ont cependant été décevantes. En 2017, avec 2 700 membres et une aide financière publique de 8,3 millions d'euros, le parti était en mesure de mener une campagne solide.

Le programme des Neos de 2014 et les prises de positions des dirigeants du parti affichent leur ancrage dans un libéralisme ordonné²⁵. Sur le plan économique, les Neos plaident pour un temps de travail flexible et la suppression de l'impôt sur les sociétés. Les impôts doivent être diminués pour tous, l'adhésion aux chambres économiques deviendrait volontaire, les salaires doivent augmenter sans mettre en péril la santé des entreprises, lesquelles doivent être transparentes sur leurs gains et sur les dépenses qui ont une influence sur le salaire distribué. Les résidents de l'Union européenne doivent avoir le droit de vote à toutes les élections. L'objectif est de créer une nationalité européenne, et de réserver à l'Union européenne les moyens de sa sécurité et de sa défense.

La campagne des Neos, plutôt poussive au début de l'année 2017, a gagné en qualité avec la coopération de la candidate très populaire aux présidentielles Irgard Griss, ancienne présidente du tribunal constitutionnel²⁶. Les Neos ont d'ailleurs trouvé le soutien de personnalités venues de tous les camps politiques²⁷ et sont ouverts à une collaboration avec Kurz, dans le cadre de la constitution d'un gouvernement minoritaire technique en cas d'échec des négociations entre Kurz et le FPÖ.

b) Le déclin des Verts

Les Verts (Die Grünen–Die Grüne Alternative–Grüne), fondés en 1986, connaissent depuis 2016 une crise politique profonde²⁸. Les raisons de cet affaiblissement sont notamment la conséquence de deux scissions organisationnelles, d'une absorption du discours écologique par la quasi-totalité des partis politiques et enfin d'une sociologie électorale déséquilibrée. Néanmoins, sur le papier, les Verts représentent début 2017 un puissant parti, avec 21 mandats sur 183 au Conseil national, 4 élus sur 61 au Sénat

25. Voir Neos, *Wir Erneuern Österreich. Pläne für Ein Neues Österreich*, 26 novembre 2014 (www.parteiprogramm.at/bild/Parteiprogramme/NEOS-Plaene-fuer-ein-neues-oesterreich2014-10-26.pdf).

26. Hans Rauscher, « Griss bei Neos auf Platz zwei der Bundesliste », *derstandard.at*, 7 juillet 2017 (derstandard.at/2000060952561/Griss-bei-Neos-auf-Platz-zwei-der-Bundesliste).

27. Voir www.gruene.at

28. « Nationalratswahl: Facebook-Rebell Schrems berät Neos », *derstandard.at*, 21 juillet 2017 (derstandard.at/2000061614436/NR-Wahl-Facebook-Rebell-Schrems-beraet-Neos).

(*Bundesrat*), 48 députés sur 440 dans les *Landtag* régionaux. Le programme du parti se résume par la formule suivante : « Démocratie de base, refus de toute violence, écologie, solidarité, féminisme et autodétermination²⁹ ». Il ne compte toutefois qu'environ 7 000 membres, en clair un parti sans cadres ni base large.

Depuis leur percée de 2013 (12,4%), l'image des Verts s'est dégradée. La direction du parti et les dirigeants régionaux ont acquis l'image de cadres missionnaires et coupés des réalités. On parle de « bourgeois rebelles, de matérialistes idéalistes, d'amoureux des arbres en Porsche Cayenne³⁰ ». Les Verts n'ont pas su conserver leur hégémonie thématique sur l'écologie politique et ont trop ignoré la question sociale et celle des inégalités³¹. De plus, la nouvelle présidente (*Bundessprecherin*) du parti a déçu et les candidats verts, pour une grande part d'entre eux inexpérimentés, ne sont pas parvenus à corriger l'image chaotique du parti. Ulrike Lunacek, tête de liste des Verts, a mené une campagne sans grandes idées, dans un climat interne délétère. Le parti en a payé le prix et a perdu sa représentation à la Chambre basse.

c) La Liste Pils

Peter Pils³² a créé sa propre liste en juillet 2017³³ à la suite de sa mise à l'écart lors du congrès national des Verts. Figure emblématique de ce parti, il siégeait depuis vingt-trois ans au parlement. Sociologue très apprécié pour ses qualités humaines et son sens politique, sa disqualification a choqué une partie de la base verte. Dès la fondation du nouveau parti, les sondeurs ont vu dans ce mouvement un acteur capable d'affaiblir les Verts et de constituer un nouveau pôle de gauche susceptible d'attirer des abstentionnistes et des électeurs de gauche en mal de représentation.

Le programme de Pils est centré sur l'écologie et la justice sociale. Il réclame une semaine de travail de 35 heures, un alourdissement des impôts sur les héritages et veut faire payer les plus riches. Pils souhaite rejeter les « fausses tolérances » : son programme a des connotations politiques anti-islam très nettes, la culture de bienvenue étant pour lui devenue une « culture de

29. Grüne, *Grundsatzprogramm der Grünen*, 2017 <https://www.gruene.at/partei/programm/parteiprogramm>

30. Voir Guido Tartarotti, « Die Bobo-Partei », *Kurier*, *kurier.at*, 27 janvier 2014 [kurier.at/meinung/kolumnen/ohrwasch/die-bobo-partei/48.192.886].

31. De toute évidence, les Verts ont surestimé la victoire de Van der Bellen à la présidentielle. Certes, le nouveau président était l'une des principales personnalités des Verts, mais en marge du parti depuis longtemps. Sa victoire a été un choix de société fait par les électeurs : pour ou contre un État autoritaire avec ou sans Hofer. Il ne s'agissait en rien d'un plébiscite écologique.

32. Voir www.parlament.gv.at/WWER/PAD_01210/index.shtml

33. www.listepils.at

l'installation » incontrôlée³⁴.

La Liste Pilz n'a cependant pas de programme officiel, les candidats du parti étant, selon la formule de Pilz, le programme lui-même³⁵. De fait, la Liste Pilz, financée par le *crowdfunding* et les dons, a su attirer des personnalités venues d'horizons très divers (recherche, droit, culture...). Pilz, dont l'objectif proclamé était de dépasser les Verts et les Neos, est très hostile à Kurz.

III. ANALYSE DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUTRICHIENNES

1. Rupture entre villes et campagnes

L'Autriche connaît depuis 1975 un déclin quasi continu de la participation électorale à l'occasion des législatives. En 2017, on enregistre cependant une augmentation de cette dernière due aux votes par correspondance.

Tableau 6 : Participation aux élections législatives : 1975 à aujourd'hui

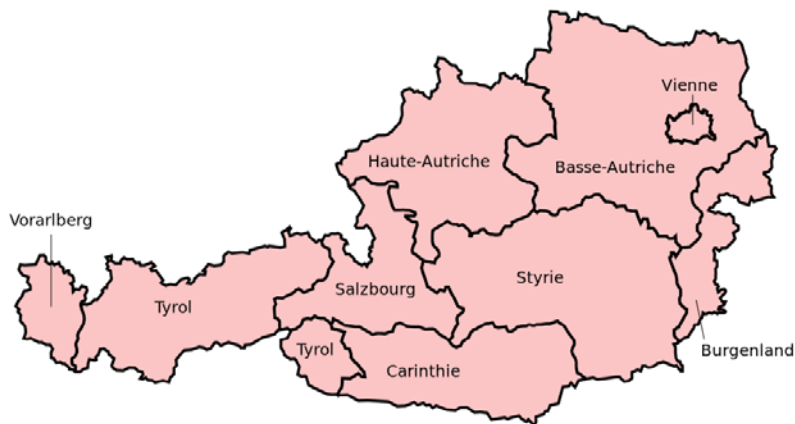
Élections législatives	Participation électorale (en %)
1975	92,9
1979	92,2
1983	92,6
1986	90,5
1990	86,6
1994	81,9
1995	86,6
1999	80,4
2002	84,3
2006	78,5
2008	78,8
2013	74,9
2017	80,0

Source : Bundesinnenministerium (BMI).

34. Voir Walter Müller, « Die Pilz'sche Abrechnung mit den Grünen », derstandard.at, 1^{er} septembre 2017 (derstandard.at/2000063490861/Die-Pilz-sche-Abrechnung-mit-den-Gruenen).

35. Thomas Prior, « „Liste Pilz“: Feldversuch mit Einzelkämpfern », diepresse.com, 25 juillet 2017 (diepresse.com/home/innenpolitik/5258309/Liste-Pilz-Feldversuch-mit-Einzelkaempfern).

Carte 1 : Répartitions régionales des votes



Source : Le Monde.

Pour les élections au Conseil national de 2017, les électeurs ont voté, de façon très différente selon les *Länder*. La Liste Kurz est arrivée en tête dans six *Bundesländer* (Basse-Autriche, Haute-Autriche, Salzbourg, Steiermark, Tyrol et Vorarlberg), tandis que le SPÖ a gagné de justesse le Burgenland et, surtout, Vienne, grâce à l'effondrement des Grünen, mais aussi à une campagne très musclée anti-coalition Kurz-Strache voulue par le maire de Vienne Michael Häupl, appuyé par les organisations syndicales du Land. Le FPÖ, lui, a gagné en Carinthie et s'est retrouvé en deuxième position dans cinq *Länder* (Basse-Autriche, Salzbourg, Steiermark, Tyrol, Vorarlberg).

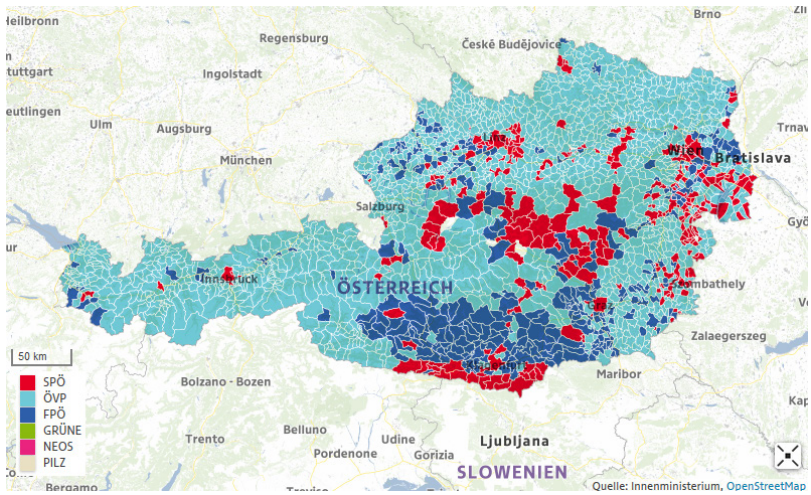
Autriche : virage à droite

Tableau 7 : Résultats des élections législatives 2017 par région

en %	Burgenland	Carinthie	Basse-Autriche	Haute-Autriche	Salzbourg	Steiermark	Tyrol	Vorarlberg	Vienne
SPÖ	32,9	29,3	24,8	27,6	22,2	25,0	20,8	17,9	34,5
ÖVP	32,8	26,8	35,6	31,5	37,7	31,5	38,4	34,7	21,6
FPÖ	25,2	31,8	25,9	26,8	24,4	29,4	24,9	24,4	21,4
Grüne	2,0	2,4	2,7	3,7	4,0	2,8	4,5	7,2	5,9
Neos	2,9	4,3	4,8	4,8	5,7	5,0	5,7	9,0	6,5
Piiz	2,8	3,6	4,1	3,7	3,5	3,9	3,8	3,0	7,5

Source : Bundesinnenministerium (BMI).

Carte 2 : Carte du parti arrivé en tête dans les communes autrichiennes aux élections de 2017



Source : derstandard.at

Dans le détail, on voit que la Liste Kurz l'emporte dans les campagnes et que le SPÖ a ses bastions dans les villes (*voir carte 2*). Pour l'ÖVP, il s'agit d'un héritage des milieux conservateurs (Église, paysannerie, villages...), certes en dissolution depuis les années 1960 mais encore présent dans certains *Bundesländer*. Les communes rurales ont voté à 38 % pour Kurz et à 29 % pour le FPÖ, soit une confortable majorité. Dans les villes moyennes et les centres urbains, le SPÖ absorbe l'électorat Grünen et garde sa position dominante. Ceci vaut particulièrement à Vienne (34,6 %) ³⁶. La Liste Pilz, héritière des Grünen, trouve également dans les villes l'essentiel de ses soutiens.

36. Gerald Gartner et Markus Hametner, « So haben die Menschen in Wien und Graz gewählt », derstandard.at, 17 octobre 2017 [derstandard.at/2000066124434/Wien-und-Graz-So-haben-Ihre-Nachbarn-gewaehlt].

Tableau 8 : Le choix partisan en fonction de l'urbanisation

En %	Régions agraires*	Régions urbanisées**	Centres urbains***
ÖVP	37,7	29,1	22,4
SPÖ	22,4	27,9	33,3
FPÖ	29,3	28,0	23,1
Grüne	2,1	3,4	5,3
NEOS	4,0	5,3	6,2
PILZ	2,8	4,0	6,8
Divers	1,7	2,2	2,8

* Centres urbains : régions fortement peuplées avec plus de 1 500 hab./km² et plus de 50 000 habitants au total.

** Régions urbanisées : régions moyennement peuplées avec plus de 300 hab./ et plus de 3 000 habitants au total.

*** Régions agraires : communes avec une densité de population inférieure à la catégorie précédente.

Source : derstandard.at/2000066105435/Schwarz-Blau-holt-Zwei-Drittel-Mehrheit-am-Land

2. Les transferts électoraux

Pour les élections de 2017, les transferts électoraux permettent de mesurer combien les électeurs ont modifié leurs préférences partisans.

Tableau 9 : Les transferts partisans entre 2013 et 2017 (nombre de voix)

2013	SPÖ 2017	ÖVP 2017	FPÖ 2017	Grünen 2017	Neos 2017	Pilz 2017	Divers 2017	Abs-tentions 2017	Total 2013
SPÖ	953 000	43 000	155 000	2 000	5 000	32 000	13 000	55 000	1 259 000
ÖVP	10 000	948 000	96 000	4 000	32 000	10 000	6 000	19 000	1 126 000
FPÖ	14 000	168 000	700 000	1 000	18 000	12 000	7 000	41 000	962 000
Grünen	161 000	84 000	24 000	147 000	57 000	67 000	11 000	30 000	583 000
NEOS	15 000	60 000	12 000	2 000	101 000	31 000	2 000	11 000	233 000
TS	23 000	114 000	97 000	1 000	8 000	8 000	13 000	5 000	269 000
BZÖ	6 000	44 000	94 000	0	8 000	6 000	1 000	7 000	166 000
Divers	15 000	5 000	7 000	6 000	6 000	20 000	28 000	8 000	96 000
Abs-tentions	156 000	121 000	122 000	30 000	23 000	31 000	26 000	1 198 000	1 708 000
Total	1 353 000	1 588 000	107 000	194 000	258 000	217 000	109 000	1 375 000	6 401 000

Exemple de lecture : parmi les électeurs SPÖ à l'élection au Conseil national de 2013, 43 000 ont voté ÖVP en 2017, 155 000 sont passés au FPÖ, 2 000 aux Grünen.

Source : Nationalratswahl SORA 2017

La Liste Kurz conserve 84 % des électeurs ÖVP de 2013. Elle prend 168 000 voix au FPÖ, 114 000 au Team Stronach (un parti national-populiste), 84 000 aux Grünen et 44 000 au BZÖ (le parti de Jörg Haider). Ces chiffres montrent que le FPÖ n'a donc pas réussi à récupérer l'essentiel du courant national-populiste de 2013. Kurz profite aussi des nouveaux électeurs et des abstentionnistes 2013 (121 000 voix).

Le SPÖ rassemble 73 % de ses électeurs 2013, gagne 161 000 voix venues des Grünen, mais perd 155 000 électeurs au profit du FPÖ.

Le FPÖ retrouve 73 % de son électorat 2013. Il gagne plus de 95 000 voix des partis ÖVP, Stronach et BZÖ. Il profite des abstentionnistes et nouveaux votants (122 000 voix) et perd au profit de l'ÖVP 155 000 suffrages.

Enfin, les Grünen subissent une très lourde défaite électorale, avec une perte d'électeurs au profit de toutes les autres formations, mais surtout du (SPÖ) et de la Liste Pilz.

3. Sociographie des électeurs

Les choix électoraux par âge et par sexe rappellent ceux de 2013. Les hommes votent plus fréquemment FPÖ, qui connaît depuis des décennies un *gender gap*. Les femmes préfèrent le SPÖ et la Liste Kurz.

Concernant les tranches d'âge, le FPÖ est fort chez les moins de 30 ans alors que la Liste Kurz domine chez les 60 ans et plus. Ce groupe d'électeurs est depuis longtemps résistant au vote FPÖ.

Tableau 10 : Les choix électoraux (partie 1)

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ	Grünen	Neos	Pilz	Autres
Hommes	25	33	29	2	5	4	2
Femmes	29	30	22	6	5	5	3
Tranches d'âge							
Moins de 30 ans	17	28	30	7	9	5	4
30-59 ans	27	31	28	4	5	5	2
60 ans et plus	34	36	19	2	3	4	2
Hommes de moins de 30 ans	21	32	29	3	9	5	1
Hommes jusqu'à 45 ans	21	32	29	3	9	5	1
Hommes de plus de 45 ans	28	34	29	1	3	3	2
Femmes jusqu'à 45 ans	24	30	24	8	7	3	3
Femmes de plus de 45 ans	33	30	21	4	3	7	3

Source : SORA 2017.

Le FPÖ rassemble 59 % des votes ouvriers et 16 % seulement des retraités. De son côté, l'ÖVP recueille 41 % des votes des indépendants, ce qui reflète bien son implantation dans le monde agricole. Le vote SPÖ est quant à lui fort chez les retraités.

Tableau 11: Les choix électoraux (partie 2)

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ	Grünen	Neos	Pilz	Autres
Ouvriers	19	15	59	1	4	2	0
Employés	26	31	26	4	7	5	2
Indépendants	14	41	23	4	10	6	2
Retraités	39	33	16	2	2	5	2

Source : SORA 2017.

Les choix électoraux en fonction du niveau éducatif sont très clairs : plus le niveau de formation est élevé, moins le FPÖ trouve d'électeurs. De même, une synthèse « sans ou avec le bac » souligne les déficits de la formation d'une « élite » pour le parti du FPÖ, alors que les résultats sont beaucoup plus homogènes pour le SPÖ et l'ÖVP.

Tableau 12 : Les choix électoraux (partie 3)

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ	Grünen	Neos	Pilz	Autres
École élémentaire	33	25	33	3	2	2	2
Apprentissage	25	28	37	2	4	3	2
École secondaire sans le bac	21	41	21	3	7	5	2
Bac	25	42	10	6	8	8	3
Université	31	32	7	10	9	9	2

Source : SORA 2017.

IV. DROITE CONSERVATRICE ET EXTRÊME DROITE AUX MARCHES DU POUVOIR

1. Vers le retour d'une coalition droite et extrême droite

Au lendemain des élections, Sebastian Kurz s'est vu confronté à un nouveau défi : trouver un partenaire de coalition qui ne puisse pas causer de tort à l'Autriche sur le plan international mais qui lui permette de concrétiser le changement promis.

Les premiers sondages d'opinion ont montré une préférence des électeurs pour une coalition Kurz-Strache (35 %), Kurz-Kern (17 %) et Kern-Strache (12 %). Cette tendance a rapidement pris du poids et il est aujourd'hui fort probable que le futur gouvernement sera composé de l'ÖVP et du FPÖ.

Le 24 octobre 2017, Sebastian Kurz et Heinz-Christian Strache ont annoncé l'ouverture de négociations dans le but de former une coalition de gouvernement. Ce rapprochement a déjà été surnommé la « coalition sushi³⁷ », du nom des plats que le second a offerts au premier lors d'un long dîner privé, quelques jours après les résultats des élections législatives. Un mois et demi après les législatives, les négociations pour la formation d'une coalition gouvernementale se poursuivent toujours, exclusivement avec le FPÖ. À ce stade, les deux partis affichent de fortes convergences sur les principales questions en discussion, notamment sur les plans sécuritaire, social et économique.

Au sein du FPÖ, il existe une minorité d'opposants à la cogestion du pouvoir. Il s'agit de fédérations devant, en 2018, livrer une bataille régionale (Carinthie, Basse-Autriche, Salzbourg). Ils craignent qu'un gouvernement de coalition Kurz-FPÖ ne puisse atteindre ses objectifs migratoires et perde rapidement son aura de « changement ». Cependant, la ligne Hofer et une majorité d'adhérents et de cadres du parti souhaitent que le FPÖ imprime ses marques politiques et idéologiques dans le prochain gouvernement.

Les dimensions programmatiques communes entre la liste Kurz et le FPÖ, notamment sur les thématiques de l'économie et de l'immigration, rendent les deux formations compatibles. La question de l'Union européenne est quant à elle devenue presque secondaire pour le FPÖ. Ce dernier reste très critique vis-à-vis de la construction européenne mais a discrètement laissé de côté les *casus belli* sur l'abandon de l'euro et sur la sortie de l'Autriche de l'Union européenne. Ce revirement est principalement dû à la position de force du président de la

37. « Autriche : l'extrême droite saisit la main tendue par Sebastian Kurz », lefigaro.fr, 24 octobre 2017 (www.lefigaro.fr/international/2017/10/24/01003-20171024ARTFIG00165-autriche-sebastian-kurz-invite-l-extreme-droite-a-des-pourparlers-gouvernementaux.php?redirect.premium).

République Alexander Van Der Bellen, qui a annoncé qu'il n'introniserait pas de gouvernement ou de ministres ouvertement anti-européens. De son côté, Kurz, pro-européen³⁸, est néanmoins fortement critique vis-à-vis du rôle de la Banque centrale européenne et de l'action de la Commission européenne, principalement sur sa politique de gestion de l'immigration. Il souhaite la réorganisation d'un certain nombre de compétences entre les États et les institutions européennes. Un terrain d'entente est donc là encore envisageable entre le FPÖ et l'ÖVP.

Si des désaccords existent entre ces deux partis, en particulier sur le montant du salaire minimal, fixé à 1 700 euros pour le FPÖ et à 1 500 euros pour Kurz, ils ne représentent pas des obstacles sérieux, d'autant plus que, concernant cette mesure précise, personne ne sait comment la financer.

S'il est certain que l'objectif de Kurz est de disloquer à long terme le FPÖ, ce que montre sa récupération de tous les thèmes porteurs du FPÖ (immigration, sécurité, lutte contre l'islam, etc.), il ne peut ignorer que les *Freiheitlichen* ont tiré des leçons de la période d'alliance entre l'ÖVP et le FPÖ de Haider (2000-2005). La méfiance de Strache est d'autant plus grande que l'« assassin de Haider », le chancelier Schüssel, est l'un des plus proches conseillers de Kurz, même si les dernières rencontres entre les deux hommes semblent avoir fortement réduit les tensions.

2. L'Autriche, future alliée de Visegrád ?

Quelques semaines après l'entrée historique de députés d'Alternativ für Deutschland (AfD) au *Bundestag* allemand, les élections anticipées autrichiennes ont illustré la vague de la droite anti-immigration nationaliste qui se propage actuellement en Europe. La probable coalition de l'ÖVP et du FPÖ interpelle sur la place de l'Autriche au sein de l'Union européenne.

Si Kurz, ancien ministre fédéral de l'Intégration, des Affaires européennes et internationales, âgé à l'époque de 27 ans, se déclare officiellement prêt à travailler main dans la main avec l'Union européenne, il soutiendra probablement le groupe de Visegrád (République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie) lorsque certaines questions comme l'immigration seront à l'ordre du jour. En calquant une partie de son programme sur celui du FPÖ (zéro immigration, réduction des aides sociales pour les étrangers, pressions sur Bruxelles), le jeune politicien de 31 ans suit la ligne de certains dirigeants d'Europe centrale pour s'ériger en défenseur d'une vision nationale de son

38. « Sebastian Kurz : "Nous nous devons d'être proeuropéens" » propos recueillis par Blaise Gauquelin, lemonde.fr, 9 novembre 2017 (www.lemonde.fr/europe/article/2017/11/09/sebastian-kurz-nous-nous-devrons-d-etre-proeuropéens_5212444_3214.html - 3lpK8vp4gubYDUpg.99).

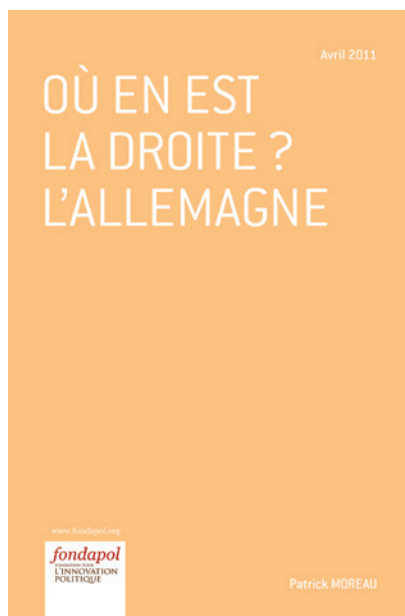
pays. Il a déjà fait l'éloge du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui a érigé une barrière frontalière dans le but d'empêcher les migrants d'entrer dans l'Union européenne.

Les négociations qui ont actuellement lieu en Autriche pour former le prochain gouvernement sont donc essentielles afin de savoir si Kurz sera l'incarnation du renouveau d'un grand parti traditionnel ou la rampe de lancement d'un virage très à droite destiné à durer.

CONCLUSION

Si les questions de l'immigration et de la crise des réfugiés constituent des facteurs cruciaux, ils témoignent avant tout de l'existence d'une tentation autoritaire dans de nombreux groupes sociaux. De la combinaison de ces deux dimensions, auxquelles s'ajoute un fort ressentiment envers l'Europe de Bruxelles, renaît une puissante droite électorale national-populiste.

La convergence et la perte en contenus idéologiques des partis établis depuis des décennies expliquent également cette montée en puissance populiste. Depuis les années 1950, l'Autriche a presque toujours été dirigée par une grande coalition unissant tant bien que mal sociaux-démocrates du SPÖ et chrétiens conservateurs de l'ÖVP. Lors des législatives, le FPÖ attirait quant à lui des électeurs de différents types : antisystèmes, protestataires, perdants de la modernisation, etc... S'y ajoutaient des gagnants de la mondialisation ayant peur de perdre soit leurs acquis du passé (retraite, système de santé, économies et placements, biens-fonds), soit leur identité autrichienne (peur de l'acculturation, de l'immigration, de l'islam). Cette fois-ci, près de 60 % des Autrichiens ont voté pour le parti du très jeune et très conservateur Sebastian Kurz ou pour le parti d'extrême droite, le FPÖ de Heinz-Christian Strache. Si les programmes de la Liste Kurz et du FPÖ sont très proches, ce qui constitue une base solide pour gouverner pour la prochaine probable coalition, il ne faut pas oublier que l'élection de 2017 est autre chose qu'un simple virement idéologique à droite. Il s'agit de l'expression d'une volonté de changements profonds souhaités par la population. Si le futur chancelier Kurz parvient à répondre à cette demande collective, sa popularité devrait grandir. Si le contexte international ne lui permet pas de tenir ces promesses, les élections régionales de 2018 risquent d'aboutir à une nouvelle réorientation des électors.



L'Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016

Où en est la droite ? L'Allemagne
Patrick Moreau, avril 2011

Où en est la droite ? L'Autriche
Patrick Moreau, février 2011

Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017

Plon, Paris, 2017, 320 pages

Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



What next for democracy?

Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017

Plon, Paris, 2017, 320 pages

NOS PUBLICATIONS

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Façal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Façal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016 (accessible en librairie)
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : Les promesses de la mobilité électrique
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016 (accessible en librairie)
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes [1] : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales [2] : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales [1] : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 [2] : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 [1] : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! [2] Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! [1] Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 [3] : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 [2] : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 [1] : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerouguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

- L'Eau : du volume à la valeur***
Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages
- Eau : comment traiter les micropolluants ?***
Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages
- Eau : défis mondiaux, perspectives françaises***
Gérard Payen, mars 2011, 62 pages
- L'irrigation pour une agriculture durable***
Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages
- Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles***
Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages
- Où en est la droite ? L'Autriche***
Patrick Moreau, février 2011, 42 pages
- La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat***
Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages
- Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro***
Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages
- 2011, la jeunesse du monde***
Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages
- L'Opinion européenne en 2011 (accessible en librairie)***
Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages
- Administration 2.0***
Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages
- Où en est la droite ? La Bulgarie***
Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages
- Le retour du tirage au sort en politique***
Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages
- La compétence morale du peuple***
Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages
- L'Académie au pays du capital***
Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages
- Pour une nouvelle politique agricole commune***
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Sécurité alimentaire : un enjeu global***
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Les vertus cachées du low cost aérien***
Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages
- Innovation politique 2011 (accessible en librairie)***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages
- Défense : surmonter l'impasse budgétaire***
Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages
- Où en est la droite ? L'Espagne***
Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages
- Les vertus de la concurrence***
David Sraer, septembre 2010, 44 pages
- Internet, politique et coproduction citoyenne***
Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

AUTRICHE : VIRAGE À DROITE

Par Patrick Moreau

Les élections législatives du 15 octobre 2017 apparaissent comme un tournant majeur dans l'histoire du système politique autrichien. Sebastian Kurz est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde à la suite de la victoire de son parti, la Liste Kurz, avec 31,5 % des voix. L'annonce par le dirigeant conservateur et le FPÖ de l'ouverture de négociations pour la formation d'une coalition de gouvernement signifie un retour possible de l'extrême droite à la cogestion du pouvoir, une première depuis dix-sept ans. Les sociaux-démocrates du chancelier sortant, Christian Kern, sont arrivés en deuxième position avec 26,9 % des voix et l'extrême droite du FPÖ troisième avec 25,9 %. Cette dernière, qui souhaitait devenir la seconde force politique du pays, a certes connu une désillusion relative, mais compensée par l'annonce des négociations pour participer au prochain gouvernement. En quelques mois seulement, Sebastian Kurz, surnommé *Wunderwuzzi* (« l'enfant prodige »), a donc pris la tête d'un parti à bout de souffle, l'ÖVP, a repeint sa façade – exit le noir, ancienne couleur du parti, remplacé par du bleu turquoise – et lui a donné un nouveau nom. Il a également été à l'initiative des élections législatives anticipées avant de les remporter. La présente note a pour objectif d'analyser les résultats de l'élection au Conseil national du 15 octobre 2017, tout en s'interrogeant sur les raisons ayant abouti à cette redistribution des cartes dans le paysage politique autrichien.

Les médias

fondapol.tv

ГРОП ЛІБРАЄ
Une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol.org



Le site internet

fondapol.org



9782364081437

ISBN : 9782364081437